

Bujumbura jugée incapable d'accueillir le prochain sommet du COMESA

RFI, 30-07-2017 Burundi : pas de sommet du Comesa à Bujumbura ? Le Burundi n'est pas prêt pour accueillir le sommet du Comesa, le marché commun de l'Afrique orientale et australe, comme il s'y était pourtant engagé il y a plus de 2 ans lors de la conférence des chefs d'Etat de 2015, estime Sindiso Ngwenya. Le secrétaire général du Comesa a fait part de son constat à la ministre burundaise du Commerce dans une lettre en date du 20 juillet dernier, diffusée depuis samedi 29 juillet sur les réseaux sociaux.

Un courrier qui liste une dizaine de motifs, en particulier logistiques, qui ont amené le secrétaire général à tirer cette conclusion. Le premier manquement pointé par le secrétaire général a trait au non-respect des statuts du Comesa. Selon Sindiso Ngwenya, le président Nkurunziza devait être présent lors de la conférence des chefs d'Etat de 2016 pour remplir certaines formalités nécessaires pour finaliser l'organisation du sommet au Burundi. Or non seulement le président burundais ne s'est pas rendu à Madagascar, mais il n'a adressé aucune communication formelle à ses homologues à ce sujet, souligne le secrétaire général. Sindiso Ngwenya s'attarde aussi sur le fait que Bujumbura pose des conditions à l'ouverture d'un compte bancaire par son secrétariat, pour régler certaines dépenses d'organisation. Des conditions que le secrétaire ne détaille pas mais qui violent l'accord d'accueil signé selon lui. Viennent ensuite les problèmes logistiques soulevés par une mission du Comesa envoyée sur place. Non seulement les infrastructures de conférence ne sont pas à la hauteur des attentes, mais de gros doutes persistent sur la capacité de Bujumbura de mettre à disposition les véhicules et logements nécessaires, pointe le secrétaire. Le débit internet, estimé à cinq mégabits par seconde, est aussi jugé insuffisant. « Il est tout fait clair que le Burundi n'a pas effectué les préparatifs appropriés et satisfaisants pour accueillir le sommet », conclut Sindiso Ngwenya. Le secrétaire précise toutefois que ce n'est pas la première fois qu'un pays n'est pas prêt et qu'une nouvelle date pourrait être trouvée d'un commun accord, à condition, souligne-t-il, de satisfaire les exigences requises.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});